

Stop à l'accaparement des terres et aux abus de droits humains du groupe SOCFIN en Sierra Leone ! La Belgique doit agir !

Un mois et demi après de nouveaux incidents violents dans les plantations du groupe SOCFIN en Sierra Leone causant la mort de deux personnes et une répression des militants des droits fonciers, l'ONG FIAN Belgium publie un rapport détaillé sur le conflit foncier et les violations et abus de droits humains subis par les communautés affectées.

Depuis 2011, la multinationale SOCFIN a acquis plus de 18.000 hectares de terres pour une plantation industrielle de palmiers à huile dans la Chefferie de Malen (district de Pujehun, Sud de la Sierra Leone). Depuis lors, un conflit foncier sévit entre SOCFIN, les autorités locales et les communautés.

Le conflit a récemment connu une nouvelle escalade de violence. Le 21 janvier, à la suite d'altercations entre des membres de la communauté et les forces de sécurité (qui protégeaient les biens de SOCFIN), deux personnes ont été tuées. Peu de temps après, des raids policiers et militaires ont été menés dans les villages environnants avec le soutien logistique de SOCFIN. Des gens ont été battus, des maisons ont été vandalisées et des biens pillés. Des centaines de personnes ont fui leurs maisons. La police a également arrêté 15 personnes, poursuivant ainsi une longue série d'arrestations arbitraires et de harcèlements judiciaires à l'encontre des militants des droits fonciers rassemblés au sein de l'organisation communautaire MALOA (*Malen Land Owners and Users Association*).

Un mois et demi après ces événements, l'organisation de défense des droits humains FIAN Belgium publie un nouveau rapport intitulé : "[Accaparement des terres et huile de palme en Sierra Leone](#)". Le rapport fournit une analyse approfondie du conflit et montre comment SOCFIN, avec l'aide des élites nationales et locales, s'est accaparé les terres des communautés, impactant sérieusement la jouissance de leurs droits humains. Plusieurs problèmes émergent, liés aux droits à la terre, à l'alimentation, à l'eau et le droit à un environnement sain, ainsi que les droits des travailleurs, les droits des femmes, les droits des personnes âgées et le droit à l'éducation. Le rapport fait également état d'un manque de transparence de l'entreprise, d'allégations de corruption et du non respect des engagements de dépenses sociales compensatoires. A cela s'ajoute une criminalisation systématique des défenseurs des droits fonciers qui a culminé avec les événements tragiques de janvier dernier.

Cette situation concerne spécifiquement la Belgique étant donné qu'il existe différents liens entre le groupe SOCFIN et la Belgique. L'actionnaire majoritaire de SOCFIN, Hubert Fabri, est un homme d'affaires belge. Jusqu'en 2018, la plupart des bureaux opérationnels du groupe étaient situés en Belgique (à présent délocalisés en Suisse). Le groupe SOCFIN détient 93 pourcent des actions de la filiale SAC, qui mène les opérations en Sierra Leone. Les autres 7 pourcent sont aux mains d'une autre entreprise belge : Agrofinaal. SOCFIN a également bénéficié de plusieurs services financiers du siège belge de la banque ING (voir www.greenwash-ing.be).

Au regard des obligations internationales de droits humains, la Belgique doit protéger les droits humains et réguler les activités de ses entreprises, même lorsque celles-ci opèrent au-delà de ses frontières. Les organisations signataires demandent que les autorités belges prennent des mesures actives pour protéger les défenseurs des droits humains et coopèrent avec les autorités de Sierra Leone pour remédier aux abus de droits humains et trouver une solution au conflit foncier.

Signataires :

FIAN Belgium
SOS Faim
Entraide et Fraternité
AEFJN

Contact presse :

Manuel Eggen – manu@fian.be - +32 478 93 37 47

Florence Kroff - florence@fian.be - +32 475 84 56 24

Note aux rédactions :

- Lien vers le rapport « Accaparement des terres et huile de palme en Sierra Leone » : <https://www.fian.be/Accaparement-de-terres-et-huile-de-palme-en-Sierra-Leone-1258?lang=fr>
- Un autre [rapport publié récemment par l'ONG Pain pour le prochain](#) documente en détails la situation des droits humains dans une autre plantation du groupe SOCFIN, au Libéria.